

REGLEMENT DE CHANTIER (RC)

FAIBLES NUISANCES

POUR LES TRAVAUX DU LOT 4A

SOMMAIRE

Chapitre I.	PREAMBULE	3
Chapitre II.	OBJET DU PRESENT DOCUMENT	3
Article 1	Objectifs principaux du present document.....	3
Article 2	Rapport du présent document avec la réglementation, le Cahier des Charges de cesssion de coordination	3
Chapitre III.	ORGANISATION GENERALE – RELATIONS ENTRE LE CONSTRUCTEUR ET L'AMENAGEUR.....	4
Article 3	Interlocuteurs.....	4
Article 4	Demandes d'interventions du Constructeur au pilote ou au coordonnateur en matière de sécurité inter Maîtres d'Ouvrage	6
Article 5	Echange de documents	7
Article 6	Réunions	10
Chapitre IV.	EMPRISES ET ETATS DES TERRAINS	11
Article 7	Prise de possession des emprises	11
Article 8	Etat du terrain	12
Article 9	Emprises précaires de chantier	12
Article 10	Référés préventifs	13
Chapitre V.	PRESCRIPTIONS ENVIRONNEMENTALES.....	13
Article 11	Objectifs	13
Article 12	SUIVI DE CHANTIER FAIBLES NUISANCES	13
Chapitre VI.	INSTALLATIONS DE CHANTIER.....	15
Article 13	Charte graphique de la ZAC	15
Article 14	Mise au point et autorisation des installations de chantier.....	15
Article 15	Base-vie.....	16
Article 16	Clôtures	16
Article 17	Signalisation et éclairages des voiries de chantier.....	16
Article 18	Panneaux de chantier	17
Article 19	Accès et approvisionnements.....	17
Article 20	Réseaux de chantier.....	19
Article 21	Grues	20
Article 22	Centrales de production de béton	20
Chapitre VII.	CONDUITE DE CHANTIER.....	21
Article 23	Terrassements et fondations.....	21
Article 24	Tenue et environnement du chantier.....	21
Article 25	Tri et élimination des déchets	23
Article 26	Prévention des risques de pollution des sols et sous-sols.....	24
Article 27	contrôle d'accès, gardiennage	24
Article 28	Horaires de chantier.....	24
Article 29	Circulation et stationnement.....	24
Article 30	L'INSERTION PROFESSIONNELLE.....	25
Article 31	Le bilan du « chantier FAIBLES NUISANCES »	26
Article 32	Travaux sur les espaces communs de la ZAC.....	26
Article 33	Dégradations.....	26
Chapitre VIII.	SANCTIONS ET MODALITES FINANCIERES	26
Article 34	Pénalités.....	26
Article 35	Dépôt de garantie	32
Chapitre IX.	ADAPTATION ET MISE A JOUR DU PRESENT RC	32

CHAPITRE I. PREAMBULE

Afin d'éviter toute ambiguïté, nous précisons que sont appelés dans le présent document :

- Constructeur : tout maître d'ouvrage, privé ou public, qui construit soit un ou plusieurs bâtiments sur un îlot de la ZAC, ou réalise des aménagements ou équipements publics.
- Aménageur : l'établissement public qui a à charge l'aménagement de la ZAC.
- Pilote général: le pilote général de la ZAC.
- PPSPS : Plan Particulier pour la Sécurité et la Protection de la Santé.
- RC : Le présent Règlement de Chantier

CHAPITRE II. OBJET DU PRESENT DOCUMENT

Le présent RC a pour objet de fixer les obligations entre l'Aménageur et les Constructeurs, en ce qui concerne l'organisation générale des travaux de la ZAC et l'organisation des chantiers des Constructeurs. Il est rappelé l'objectif d'en minimiser les nuisances de façon concrètes au travers d'actions définies ici.

ARTICLE 1 OBJECTIFS PRINCIPAUX DU PRESENT DOCUMENT

Les obligations fixées à travers le présent document ont pour principaux objectifs :

1.1. Une bonne organisation des opérations de la ZAC :

Par définition, la ZAC inclut de multiples aménagements et constructions qui sont pour la plupart réalisés simultanément. Il s'agit donc d'organiser au mieux la vie commune de ces différentes opérations, de régir au mieux leurs interfaces, afin de permettre à tous les Constructeurs et à l'Aménageur intervenant le meilleur déroulement possible de leurs opérations.

1.2. Le respect de l'environnement :

Le respect de l'environnement est primordial pour l'Aménageur.

En effet, la ZAC est située en agglomération. Aussi, certaines prescriptions du présent document visent à réduire les multiples nuisances liées aux chantiers ressenties par :

- les usagers, extérieurs ou intérieurs au chantier (le personnel travaillant sur le chantier, les riverains, les usagers de la voie publique, ...)
- l'environnement et la population en général.

1.3. Une bonne image générale du site :

Certaines prescriptions visent à homogénéiser les installations de chantiers et réglementer la communication vis-à-vis de l'extérieur à la ZAC.

ARTICLE 2 RAPPORT DU PRESENT DOCUMENT AVEC LA REGLEMENTATION, LE CAHIER DES CHARGES DE CESSION DE COORDINATION

2.1. Rapport du présent document avec la réglementation

Le présent RC ne traite pas exhaustivement tous les sujets. Et lorsqu'il les traite, il ne prétend se substituer ou déroger à la réglementation.

Aussi, le Constructeur se doit de respecter ou de faire respecter par tous les intervenants de son opération la réglementation en vigueur. En cas de contradiction, cette dernière prévaut sur toute prescription du présent document.

2.2. Rapport avec le Cahier des Charges de Coordination

Le présent RC complète le Cahier des Charges de Coordination. En cas de contradiction avec ce dernier ou une autre de ses annexes, le présent RC prévaut pour tout ce qui concerne les installations de chantier et l'organisation des chantiers de la ZAC.

CHAPITRE III. ORGANISATION GENERALE – RELATIONS ENTRE LE CONSTRUCTEUR ET L'AMENAGEUR

ARTICLE 3 INTERLOCUTEURS

3.1. L'Aménageur

L'Aménageur exerce tout au long de l'aménagement de la ZAC les deux rôles suivants :

- Il est le maître d'ouvrage des aménagements et équipements publics à réaliser conformément au dossier de réalisation de la ZAC.
- En tant qu'Aménageur de la ZAC, il met également en place les moyens pour assurer l'organisation et donc le bon déroulement de l'ensemble des travaux à réaliser dans cette ZAC. Il s'adjoit pour cela les services de différents intervenants dont les principaux sont ceux cités dans les paragraphes suivants.

3.2. Le Coordonnateur Général de la ZAC en matière de sécurité inter-chantiers(CGSPS)

Missionné par l'Aménageur de la ZAC, un intervenant particulier, dénommé coordonnateur général en matière de sécurité inter-chantiers, assurera la concertation des maîtres d'ouvrage de la ZAC en matière de sécurité, d'hygiène et de protection de la santé (au sens de l'article L 235-10 du code du travail).

3.3. Le Responsable Environnement des Chantiers de la ZAC

Le REC de la ZAC est missionné par l'Aménageur.

Il est chargé de mettre en place les procédures de suivi et de contrôle des actions de développement durable de l'ensemble des chantiers de la ZAC, sur la base notamment des prescriptions du présent Règlement de Chantier et des prescriptions du dossier « loi sur l'eau ». Le Constructeur sera tenu de se conformer à ces procédures et de les intégrer dans sa démarche environnementale sous réserve d'en avoir été informé suffisamment à l'avance pour pouvoir les prendre en compte.

Il est également chargé du suivi et du contrôle effectif des chantiers. Pour ce faire, il pourra provoquer toute réunion utile avec le Constructeur et les différents intervenants de son chantier et pourra procéder à tout moment à tout contrôle qualitatif (inspection, visite...) ou quantitatif (prélèvements, analyses, mesures...) jugé nécessaire.

Son interlocuteur privilégié pour le chantier du Constructeur est le REC de ce dernier.

3.4. Le Constructeur

Le Constructeur s'engage à astreindre ses maîtres d'œuvre, entrepreneurs ou mandataires au respect de l'application des prescriptions du présent Règlement de Chantier. Ces derniers seront responsables de la tenue de ses chantiers, de la maîtrise des nuisances, du respect des règles d'hygiène et de sécurité, conformément à la législation en vigueur.

3.5. Le maître d'œuvre du Constructeur

Missionnée par le Constructeur, le maître d'œuvre de l'opération du Constructeur interviendra pour le traitement de tous les points de coordination technique avec les opérations voisines et les aménagements et équipements publics.

3.6. Le Responsable Environnement de Chantier du Constructeur

Le Constructeur est tenu de désigner au plus tard un mois avant le début des travaux de son opération un responsable environnement de chantier chargé de s'assurer du respect de toutes les prescriptions concernant l'organisation générale des travaux de la ZAC, les interfaces avec les opérations des autres Constructeurs et de l'Aménageur de la ZAC ainsi que l'environnement, contenues dans le présent document mais aussi celles issues des différentes réunions de coordination qui auront lieu tout au long de l'opération du Constructeur.

Son intervention concernera notamment :

- La préparation et la tenue d'un chantier faibles nuisances,
- l'organisation des conditions d'une concertation efficace des habitants et des associations.
- La tenue d'objectifs environnementaux.

Le responsable environnement de chantier pourra être par exemple un membre de la maîtrise d'œuvre, ou d'une entreprise de construction.

Le REC du Constructeur participera aux différentes phases du projet et aux différentes phases du marché de travaux :

- Phase de préparation : le REC devra intégrer dès la conception du projet les grandes lignes de la démarche :
 - Présentation du PIC (voir article 5),
 - Sa mise en œuvre sur le terrain avec mise en place de l'aire de lavage, et des aires de stockage des livraisons, notamment,
 - La prise en main du dossier de suivi du chantier avec Grand Paris Aménagement (voir article 12),
 - établissement des bases du SOGED pour les déchets avec estimation des quantités,
 - identification des nuisances selon les descriptions du CCTP,
 - rédaction de la brochure d'information de la démarche environnementale à destination des entreprises co- et sous-traitantes.
- Phase de réalisation : le REC devra participer au suivi in situ du chantier avec information à Grand Paris Aménagement.

Le REC devra être présent pour la durée totale du chantier et en cas d'absence pour quelque durée que ce soit (congé, maladie, démission, etc.), son remplacement par une personne de niveau équivalent sera assuré.

Dans ce cadre, le REC assure les missions suivantes :

- s'assurer du respect du présent document à tous les stades de l'avancement du chantier,
- viser les notes accompagnant les PIC (respect des horaires, des circulations, de l'entretien, etc.),
- être l'interlocuteur du Responsable Environnement Chantier de Grand Paris Aménagement pour tout ce qui touche à la gestion environnementale et la sécurité du chantier (produits dangereux, gestion des déchets, etc.) et au suivi environnemental de la réalisation (validation et transmission des fiches

d'identification des caractéristiques environnementales des produits proposés à l'acceptation du Maître d'Ouvrage et des Fiches de données de Sécurité),

- être présent lors de certains échanges entre l'aménageur et les riverains pour répondre à leurs questions,
- assurer la prise en compte des remarques de l'aménageur issues des riverains,
- vérifier la formation et/ou la sensibilisation du personnel de l'entreprise,
- s'assurer de la bonne tenue du chantier (stockage, nettoyage, évacuation des déchets, etc.) pendant toute la durée de l'opération et jusqu'à la réception des travaux,
- être responsable de l'organisation de la collecte, du contrôle du tri et de l'évacuation des déchets. Ainsi, il renseigne à chaque demande d'évacuation d'une benne les bordereaux de suivi des déchets industriels spéciaux (DIS) et les bordereaux de suivi des déchets inertes et DIB (cf. Annexe du présent document). Il les collecte et les archive une fois qu'ils sont complétés par le collecteur – transporteur et l'éliminateur. Il veille à ce que ces bordereaux soient remplis correctement.

Le REC s'appuie sur le dossier de suivi « chantier faibles nuisances » pour mener à bien l'ensemble de ces missions.

3.7. Le coordonnateur SPS du Constructeur

Intervenant pour le Constructeur celui-ci sera l'interlocuteur principal pour tout ce qui concerne la sécurité.

3.8. Les organismes de sécurité

Quelle que soit l'organisation mise en place au sein de la ZAC et les différents accords entre le Constructeur et l'Aménageur de la ZAC, et conformément à la loi, le Constructeur se doit de respecter toute consigne ou injonction de l'un des différents organismes de sécurité extérieurs (Inspection du Travail, OPPBTP et CRAMIF).

3.9. Les collectivités

Des accords ou mises au point pouvant être réalisés entre les collectivités et l'Aménageur, le Constructeur ne pourra faire de demande directe aux collectivités, notamment concernant les installations ou horaires de chantier, sans avoir eu au préalable l'accord de l'Aménageur, via le REC et la MOE.

3.10. Les concessionnaires

Le Constructeur se mettra en relation directe avec les concessionnaires suivant les propres besoins de son bâtiment.

ARTICLE 4 DEMANDES D'INTERVENTIONS DU CONSTRUCTEUR AU PILOTE OU AU COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE INTER MAITRES D'OUVRAGE

Toute intervention du constructeur en dehors de ses emprises de chantier, qu'il s'agisse :

- d'une modification de la clôture de son chantier (accès véhicules ou piétons, dépose de courte durée pour travaux en limite de propriété ...),
- de l'installation d'une grue mobile pour le montage ou le démontage d'une grue à tour, ou une livraison spécifique,
- de travaux de réseaux provisoires ou définitifs,
- etc....

ne sera autorisée qu'après accord du coordonnateur en matière de sécurité inter-Maîtres d'Ouvrage.

Cet accord sera demandé via une demande écrite que le constructeur aura diffusé à l'aménageur et au coordonnateur en matière de sécurité inter-Maîtres d'Ouvrage, à laquelle auront été annexés une

description précise de l'intervention et tous les documents nécessaires à la compréhension des interfaces qui en découlent avec la voirie et les autres chantiers.

La demande du Constructeur sera faite au moins 2 semaines avant l'évènement concerné, voire plus si le Constructeur a besoin d'un accord anticipé (autorisations pour convois exceptionnels, ...). En cas de non respect de ce délai, l'aménageur et/ou le coordonnateur en matière de sécurité inter-Maîtres d'Ouvrage peuvent se réserver le droit de refuser la demande d'intervention.

ARTICLE 5 ECHANGE DE DOCUMENTS

5.1. Documents remis par l'Aménageur au Constructeur

Pendant toute la durée de l'opération du Constructeur, depuis le début des études de conception, ou dès la demande du Constructeur, et jusqu'à la livraison du bâtiment, l'Aménageur fournira au Constructeur les derniers indices des documents suivants :

- Le cahier des charges en matière de sécurité inter maître d'ouvrage.
- Le calendrier prévisionnel de réalisation des réseaux provisoires d'alimentation des îlots de la ZAC.
- Le calendrier prévisionnel de réalisation des réseaux d'alimentation définitifs des îlots de la ZAC.
- Le calendrier de réalisation des voiries provisoires et définitives de la ZAC.
- Le cahier prévisionnel de phasage des travaux et emprises de chantiers de la ZAC.
- Le plan des circulations de la ZAC.
- Le plan de synthèse des installations de chantiers de la ZAC pouvant créer des interférences (clôtures de chantier, grues, ...).
- Le dossier type de suivi des nuisances entre les REC,
- La liste des interlocuteurs techniques de l'Aménageur (services de collectivités, concessionnaires, autres Constructeurs, syndicats, autres services publics, ...).

Seront également remis au Constructeur les plans et documents, existants à cette période, susceptibles de le renseigner sur le terrain sur lequel les bâtiments devront être réalisés :

- Plan parcellaire au dernier indice,
- Relevés existants de géomètre et plan altimétrique,
- Plans des réseaux connus et communiqués par les concessionnaires concernés,
- Documents éventuels concernant les études hydrogéologiques et sondages effectués,
- Plans éventuels des projets d'infrastructure et de bâtiment jouxtant le terrain cédé, au dernier indice.

Ces derniers ne dispensent pas le Constructeur d'effectuer toutes les reconnaissances complémentaires nécessaires à ses travaux.

L'Aménageur remettra également, si nécessaire, une mise à jour récente des nivellements des voies et des structures adjacentes à l'opération.

5.2. Documents à remettre par le Constructeur à l'Aménageur

III.5.2.1 3 semaines avant le démarrage des travaux (DROC)

Les documents suivants sont à transmettre à l'Aménageur au plus tard 3 semaines avant le début des travaux (DROC)

L'Aménageur fera part de ses observations justifiées par écrit au Constructeur et pourra lui demander les documents modifiés pour prise en compte de ses observations sous réserve que ces dernières soient justifiées par des nécessités de la bonne coordination des chantiers, la tenue des objectifs environnementaux ou la sécurité et la protection de la santé des travailleurs.

Le Constructeur ne pourra démarrer les travaux de son opération qu'après :

- Avoir pris en compte les observations de l'Aménageur, et retransmis les dits documents mis à jour,
- a) Le plan des installations de chantier de son opération :

Ce plan ne devra pas être en contradiction avec les plans généraux de principe établis par l'Aménageur et devra respecter les recommandations du présent Règlement de Chantier.

Il devra faire apparaître selon les besoins :

- L'emplacement des clôtures, portails et portillons d'accès.
- Les positions et dimensions de tous les types de bungalows et containers ainsi que leurs accès.
- Les positions et dimensions de toutes les zones de stockage.
- Les position et dimensions de la zone de livraison.
- Les positions et dimensions des éventuelles centrales à béton.
- Les positions et dimensions des réseaux provisoires de chantier (pour les bâtiments, base-vie, aire de lavage, ...) ainsi que les prévisions de consommations correspondantes.
- L'emplacement des grues à tour avec l'encombrement de leurs éventuelles voies de roulement, leurs zones de giration possible et de survols interdits, leurs hauteurs pour les flèches et contre-flèches, leurs hauteurs totales, leurs hauteurs maximales sous crochet, leurs dates de montage et de démontage et la matérialisation des zones d'interférences des grues.
- Les positions et caractéristiques des grues mobiles et autres engins susceptibles d'être en interférence avec des engins des autres chantiers.
- Les emplacements réservés aux dépôts de terres.
- Les emplacements des panneaux de chantier.
- Les cheminements des piétons.
- La signalisation.
- Les positions et dimension de l'aire de lavage des véhicules.

NOTA : Ce plan sera, autant que possible, établi sur Autocad et il devra y figurer sur un seul calque les éléments suivants et seulement eux :

- les emprises de chantier (clôtures, portails et portillons d'accès, base-vie, ...)
- l'emplacement des grues à tour avec l'encombrement de leurs éventuelles voies de roulement, leurs zones de giration possible et de survols interdits, leurs hauteurs pour les flèches et contre-flèches, leurs hauteurs totales, leurs hauteurs maximales sous crochet, leurs dates de montage et de démontage et la matérialisation des zones d'interférences des grues,
- les positions et caractéristiques engins susceptibles d'être en interférence avec des engins des autres chantiers,

Le plan des installations de chantier devra être accompagné d'un dossier (voir article 12) décrivant les éléments d'organisation suivants :

- les horaires journaliers de démarrage et de fin de chantier, plage horaire prévue pour les livraisons (y compris sous traitants, etc.),
- les circulations envisagées dans la commune pour accéder aux chantiers (passages obligés, passages interdits aux entreprises, etc.) qui seront choisis dans le but de réduire les nuisances du chantier,
- les conditions d'entretien des installations de chantiers (et toutes zones de mise en dépôt) et de leurs abords (fauchage, ramassage, etc.),
- les dispositions prises pour le nettoyage des engins et véhicules,
- les dispositions prises pour le suivi des consommations (eau, électricité, carburants, etc.).

ainsi que les mesures envisagées pour la protection des ouvrages existant (VRD et autres) :

- protection des réseaux aux droits des accès de chantier,
- maintenance de l'écoulement des eaux de surface,

- protection de tout édifice existant,
- et protection des végétaux et des zones boisées.

- b) Une description de l'éventuel système de gestion des interférences entre les différents moyens de levage.
- c) Le Planning prévisionnel d'exécution des travaux

Ce planning devra respecter les contraintes générales et les échéances des calendriers généraux présentés par l'Aménageur. Il prendra notamment en compte les interfaces avec les chantiers voisins et faire ressortir les points critiques de ces interfaces.

Devront y apparaître, outre les dates de démarrage et d'achèvement des ouvrages, les dates de début et de fin concernant :

- les interventions sur le domaine public,
- les terrassements et les travaux de fondations profondes,
- la réalisation des infrastructures,
- le gros œuvre,
- les montages et démontages des grues,
- les raccordements (provisaires ou définitifs) à tous les réseaux,
- la libération des abords et des pieds de façades,
- la livraison par les Constructeurs et l'emménagement des utilisateurs.

- d) L'organigramme détaillé du chantier :

Cet organigramme détaillé de chantier devra préciser entre autres :

Pour les maîtres d'œuvre, pilote, coordonnateur SPS, et entreprises titulaires des lots :

- Les raisons sociales exactes,
- Les adresses et numéros de téléphone,
- Les noms des personnes responsables de l'opération :
 - au siège social
 - sur les chantiers.

Le nom du responsable environnement de chantier, avec les renseignements permettant toute communication. Sa fonction est détaillée dans l'article 3 ci-dessus du présent document.

- e) Le dossier « chantier faibles nuisances » tel que décrit dans l'Article 12 ci-dessous.

III.5.2.2 Pendant le chantier

- a) L'ensemble des mises à jour des documents listés dans le précédent paragraphe :
- b) Un compte-rendu de liaison

Lors du déroulement du chantier, le Constructeur transmettra en tant que de besoins à l'Aménageur un compte-rendu qui traitera des interfaces aussi bien techniques qu'organisationnelles et environnementales avec les autres opérations de la ZAC et qui listera les anomalies relevées. Y seront listées toutes les interventions établies à l'attention du coordonnateur en matière de sécurité inter-Maîtres d'Ouvrage et leurs évolutions.

III.5.2.3 A la fin du chantier

Au plus tard 3 mois après réception de ses travaux, le Constructeur devra fournir à l'Aménageur un dossier complet comprenant :

1. Les tracés de tous les réseaux enterrés extérieurs aux bâtiments ainsi que leurs ouvrages caractéristiques (regards, ...).
2. Les points caractéristiques délimitant chaque ouvrage enterré, par exemple : fondations, murs périphériques en infrastructure, y compris ceux reconnus en cours de travaux.
3. Les points caractéristiques délimitant les emprises des ouvrages au sol ou en élévation.

Les points caractéristiques visés ci-dessus seront numérotés sur les plans, et les coordonnées dans les trois dimensions seront inscrites sur un plan de récolement.

ARTICLE 6 REUNIONS

6.1. Obligations de participation

S'il est convoqué par l'aménageur ou son représentant, le Constructeur ou son représentant a obligation de participer aux réunions. Dans les deux cas, le représentant devra être une personne responsable possédant toutes les informations concernant son opération et ayant un réel pouvoir décisionnel. Si besoin est, le représentant se fera accompagner d'autres intervenants afin de pouvoir participer efficacement aux réunions.

La fréquence des réunions listées ci-dessous sera environ d'une réunion par mois, les thèmes pouvant être regroupés. Suivant les besoins de coordination propres à chaque période d'aménagement de la ZAC, celle-ci pourra diminuer ou augmenter, le Constructeur ne pouvant alors faire une quelconque réclamation du fait de cette augmentation.

6.2. Réunions de démarrage d'opérations

Une réunion de démarrage d'opération aura lieu avant le démarrage de chaque opération.

Cette réunion organisée par l'Aménageur permettra de faire le point sur l'ensemble des documents remis, notamment le planning des travaux le plan d'installation de chantier, le dossier « chantier faibles nuisances » ainsi que le contexte et les consignes particulières à l'opération, notamment en terme de sécurité.

6.3. Réunions de concertation générale

Elles regrouperont l'ensemble des intervenants sur la ZAC (éventuellement par secteurs géographiques), Constructeurs et Aménageur.

Ils y traiteront l'ensemble des points généraux de fonctionnement de la ZAC, en termes de chantier.

A chaque réunion, le Constructeur devra y être accompagné de (ou représenté par) son responsable environnement de chantier selon les sujets abordés.

6.4. Réunions de prévention des risques liés aux interférences des chantiers

Conformément à l'article L 235-10 du Code du Travail, se tiendront des réunions de concertation afin de prévenir les risques résultant de l'interférence des interventions simultanées de plusieurs opérations.

Ces réunions seront dirigées par le responsable de la concertation en matière de sécurité inter-Maîtres d’Ouvrage de la ZAC.

Selon le cas, ces réunions seront soit plénières, soit relatives à un sujet particulier.

A chaque réunion, le Constructeur devra y être accompagné de (ou représenté par) responsable environnement de chantier.

6.5. Réunions de coordination

Dirigées par le coordonnateur en matière de sécurité inter-Maîtres d’Ouvrage de la ZAC, ces réunions traiteront tous les points de coordination entre intervenants en ce qui concerne l’organisation des travaux.

Le Constructeur devra y être accompagné de (ou représenté par) son responsable environnement de chantier et de son coordonnateur sécurité.

Seront traités tous les phasages nécessaires à un bon déroulement des travaux de chaque opération.

6.6. Réunions de coordination techniques

Ces réunions porteront sur tous les sujets techniques. Elles consisteront notamment à faire une synthèse technique entre tous les intervenants. Une cellule de synthèse sera pour cela missionnée par l’Aménageur.

Le Constructeur devra y être accompagné de sa maîtrise d’œuvre, elle-même représentée par une personne possédant la connaissance du projet et des sujets à l’ordre du jour et ayant pouvoir de décision.

6.7. Réunions particulières

Afin de maintenir efficaces les réunions décrites ci-avant, certains sujets seront traités lors de réunions particulières.

Leur fréquence sera aléatoire.

CHAPITRE IV. EMPRISES ET ETATS DES TERRAINS

ARTICLE 7 PRISE DE POSSESSION DES EMPRISES

7.1. Prise de possession du terrain et emprise

Le Constructeur devra poser les clôtures pour clore complètement son opération immédiatement après prise de possession des emprises.

7.2. Bornage, repères de niveaux et piézomètres

Un bornage contradictoire sera réalisé conformément au Cahier des Charges de Coordination, préalablement au démarrage des travaux de construction.

Le Constructeur pourra préalablement à tous travaux, se procurer auprès de l’Aménageur le plan de situation des bornes de triangulation et de repère des nivellements ainsi que les piézomètres existants dans l'emprise de la ZAC. Les bornes de repère figurant sur ce plan devront être impérativement protégées par l'entreprise et à ses frais afin d'éviter des déplacements même minimales.

7.3. Simultanéité et proximité d'autres opérations de construction

Le Constructeur devra tenir compte du fait que certains chantiers voisins de son opération seront en cours de réalisation, soit au moment de la prise de possession de son terrain, soit après démarrage des travaux et ne pourra faire valoir aucune réclamation due à la simultanéité et à la proximité de ces chantiers.

Il ne pourra pas s'opposer à ces travaux et devra prendre en compte toutes les sujétions d'organisation de chantier qui se présenteront à l'ouverture de chaque nouveau chantier, notamment les conditions de survol des flèches de grues.

ARTICLE 8 ETAT DU TERRAIN

En cas de découvertes ouvrages existants en service dans le sous-sol de son Terrain, le Constructeur aura pour obligation d'en informer par courrier dans un délai de 48 heures l'Aménageur de la ZAC.

ARTICLE 9 EMPRISES PRECAIRES DE CHANTIER

9.1. Convention d'Occupation Précaire d'Emprises de Chantier sur le domaine public.

Si le Constructeur a des besoins particuliers qui nécessitent une emprise en dehors de sa propriété sur des emprises publiques, il devra en faire la demande auprès de l'Aménageur. Celui-ci examinera cette demande qui fera l'objet, si acceptation, d'un protocole ou Convention d'Occupation Précaire d'Emprises de Chantier qui devra être signé par l'Aménageur et le Constructeur. Cette mise à disposition s'effectuera à titre payant suivant spécifications de ce protocole qui fera clairement apparaître le caractère précaire de l'occupation des emprises ainsi que les indications suivantes :

- les surfaces,
- les dates d'occupation et conditions de renouvellement. (le cas échéant)

Elle sera accompagnée d'un plan coté des emprises.

Dans le cas où une partie des emprises précaires de chantier pourrait être située sur les ouvrages de voirie, le Constructeur devra prendre toutes dispositions pour assurer le respect des surcharges admissibles sur l'ouvrage d'une part, et d'autre part pour éviter tout désordre pouvant survenir du fait de son occupation.

Un phasage d'occupation et de restitution de ces emprises sera imposé au Constructeur en cours de travaux, non seulement en fonction des travaux des chantiers voisins, mais également des remblais des voies, des réseaux, des travaux d'aménagement de voirie et des circulations provisoires de chantiers.

En cas d'urgence, d'un problème de coordination avec les chantiers d'autres Constructeurs ou de l'Aménageur, les emprises devront être libérées par le Constructeur au plus tard 14 jours calendaires après notification par lettre recommandée de l'Aménageur.

Les terrains publics ainsi mis à la disposition du Constructeur resteront propriétés de l'Aménageur. Pour cette raison, ils ne pourront, sauf dérogation écrite de l'Aménageur, comporter d'installations fixes, de fondations profondes, de grues, de réseaux, branchements ou installations qui ne puissent être très rapidement déplacés.

9.2. Constats contradictoires et restitution des ouvrages définitifs de voirie

Tous les ouvrages définitifs de voirie (revêtement de surface plantations, mobilier urbain, bordures de chaussées, etc.) bordant le terrain du Constructeur ou supportant les emprises précaires de chantier devront faire l'objet d'un constat contradictoire en début et en fin de chantier.

Ces terrains ou parties d'ouvrages devront être restitués libres de tous dépôts, constructions, installations, canalisations ou autres ouvrages et sans avoir reçu de modifications de nivellement autres que celles qui auraient pu être autorisées par l'Aménageur.

En cas de détérioration constatée et imputable au Constructeur, celui-ci fera réaliser les travaux de reprise nécessaires. En cas de défaillance de sa part, et 8 jours après mise en demeure du Constructeur restée sans effet, l'Aménageur les fera réaliser par une tierce entreprise au frais du dit Constructeur.

L'Aménageur peut en outre imposer la protection pendant les chantiers de ces ouvrages définitifs de voirie au moyen de dispositifs adaptés.

ARTICLE 10 REFERES PREVENTIFS

Dans les cas où les travaux du Constructeur seraient mitoyens avec des bâtiments en exploitation, un référé préventif aura lieu à la charge du Constructeur.

CHAPITRE V. PRESCRIPTIONS ENVIRONNEMENTALES

ARTICLE 11 OBJECTIFS

Les opérations d'aménagement de Grand Paris Aménagement s'inscrivent dans une démarche de développement durable conciliant les préoccupations sociales, environnementales, et économiques avec :

- La préparation et la tenue d'un chantier faibles nuisances,
- l'organisation des conditions d'une information efficace des riverains et habitants,
- l'intégration d'objectifs de haute qualité environnementale.

La démarche entreprise dans le cadre des « chantiers faibles nuisances » vise à réduire les nuisances liées aux chantiers ressenties par :

- les usagers, extérieurs ou intérieurs au chantier (le personnel travaillant sur le chantier, les riverains, les occupants dans le cadre de réhabilitation, les usagers de la voie publique...),
- l'environnement et la population en général.

C'est dans cette perspective que sont demandées au Constructeur un certain nombre de prescriptions décrites dans les articles suivants.

ARTICLE 12 SUIVI DE CHANTIER FAIBLES NUISANCES

12.1. Objet du suivi de chantier faibles nuisances

Le dossier de suivi du chantier faibles nuisances accompagne le PIC (article 5). Il est donc à remettre en phase de préparation du chantier à Grand Paris Aménagement. Ce document sera rédigé par le Constructeur. Il a pour objectif de :

- définir les mesures à prendre par le Constructeur, ses entreprises et leurs sous-traitants pour la protection de l'environnement pendant la préparation du chantier, sa réalisation et après son terme,
- déterminer les moyens permettant la maîtrise et le suivi de l'application des dispositions préalablement définies,
- définir les critères de suivi,
- préciser les modalités d'échanges entre le REC de Grand Paris Aménagement et le REC du Constructeur.

12.2. Obligations du Constructeur

Le dossier de suivi du chantier « faibles nuisances » devra obligatoirement être rédigé par le Constructeur et remis à l'Aménageur avec le PIC 3 semaines au moins avant le démarrage des travaux, conformément à l'article 5 du présent document.

12.3. Contenu du dossier « chantier faibles nuisances » :

1. Les éléments d'organisation du chantier présentés article 5
2. La gestion de l'environnement en phase travaux
 - 2.1. Description du contexte environnemental (géologie, hydrogéologie, milieu naturel, faune et flore)
 - 2.2. Présentation des impacts potentiels du chantier
 - sol et sous-sol
 - milieu hydraulique superficiel et souterrain
 - air
 - bruit
 - déchets

Dans ce chapitre seront obligatoirement présentés, à titre indicatif :

- Planning détaillé des principales phases bruyantes du chantier
- Plan de chantier précisant la localisation des engins et procédés constructifs bruyants
- Certificats justifiant la conformité des engins à la dernière réglementation (suivant l'avancement du chantier)
- Prévisionnel du trafic engendré par le chantier
- Planning des phases générant des poussières
- Prévisionnel du type et de la quantité des déchets produits

2.3. Organisation du chantier pour l'environnement

1.3.1 Définition des fonctions

- directeur de chantier
- conducteur de travaux
- Référent environnement (REC)

1.3.2 Intervention et sensibilisation des intervenants

1.3.3 Quantification et planification des approvisionnements de chantier

2.4. Mesures spécifiques pour la protection de l'environnement

2.4.1. Généralités

- Accès
- Clôture
- Affichage des informations légales obligatoires et publicité
- Suivi et protection des stocks de produits dangereux

2.4.2. Sol et sous-sol

- Description des ouvrages mis en place pour assurer la protection du sol et sous-sol contre les pollutions liées au stationnement et l'entretien des engins, au stockage et à l'exécution des pleins des engins, au lavage des engins et matériels de chantier...
- Description des moyens mis en place pour assurer l'entretien des accès

2.4.3. Eau

Descriptions des réseaux et unités de traitement EU, EP, bacs de rétention, décantation...

Seront précisés :

- le dimensionnement des ouvrages
- le nombre et la localisation des unités de traitement,
- les points de rejet
- les moyens mis en place pour assurer le contrôle de la qualité des rejets

2.4.4. Air

Description des moyens mis en place afin de limiter les envols de poussières

2.4.5. Bruit

Description des moyens mis en place afin de limiter les nuisances sonores

2.4.6. Déchets

Description des mesures mises en place dans le cadre de la gestion des déchets.

Dans ce chapitre seront présentés :

- Plan et descriptif des installations mises en place pour assurer le pré-tri des déchets de chantier
- Note présentant l'organisation de la collecte, du tri complémentaire et de l'acheminement vers les filières de valorisation

2.4.7. Incidents / Accidents

Description des mesures d'urgence en cas d'incident ou accident

2.4.8. Activités humaines

Seront précisés :

- Les itinéraires des véhicules d'approvisionnement ou d'évacuation des matériaux
- Les modalités d'amenées et repli d'éventuels convois exceptionnels...

3. Les procédures environnementales

3.1. Modalités de suivi et gestion du dossier chantier faibles nuisances

3.2. Gestion des anomalies environnementales (suivi, mise en place des actions correctives...)

CHAPITRE VI. INSTALLATIONS DE CHANTIER

ARTICLE 13 CHARTE GRAPHIQUE DE LA ZAC

Dans un souci de communication générale de la ZAC, les installations de chantier de la ZAC (bungalows, clôtures, panneaux de chantier, ...) devront respecter la charte graphique de communication émise par l'Aménageur.

ARTICLE 14 MISE AU POINT ET AUTORISATION DES INSTALLATIONS DE CHANTIER

Conformément aux dispositions de l'Article 9 ci-dessus, le choix des emplacements propres aux différentes installations de chantier devra résulter d'une concertation entre le Constructeur et Grand Paris Aménagement de manière à tenir compte des phasages et contraintes de l'îlot connus au moment du démarrage des travaux.

Le Constructeur ne pourra faire procéder à la mise en place des installations de chantier qu'après avoir obtenu l'agrément de l'Aménageur et toutes les autorisations réglementaires.

ARTICLE 15 BASE-VIE

15.1. Usage des installations

Il appartient au Constructeur de veiller à la mise en place et à la conformité des installations destinées aux ouvriers avant tout démarrage des travaux (notamment vis-à-vis de la réglementation en vigueur dans le Code du Travail).

En dehors d'un local d'accueil pour le gardiennage, aucune installation pour le logement du personnel ne sera autorisée sur les terrains en chantier ou non bâtis de la ZAC.

Les locaux de bureaux situés sur le chantier ne devront être que ceux strictement nécessaires au fonctionnement direct du chantier à l'exclusion des services généraux de l'entreprise.

Des emplacements destinés aux approvisionnements et au stockage seront prévus à l'intérieur des emprises (privatives ou précaires) affectées à l'opération. Sauf autorisation spéciale, le déchargement des véhicules ne pourra se faire depuis les voies de desserte ou espaces communs. Le stockage de matériaux en dehors de ces emprises, même de courte durée, est exclu.

15.2. Repli des installations

Le Constructeur veillera particulièrement au phasage du repli de ses installations de chantier, notamment si elles sont mitoyennes de voies de circulation en exploitation. S'agissant de voies publiques, le Constructeur prendra directement contact avec les autorités publiques pour que ces travaux se fassent dans le respect de la sécurité et de la propreté de ces voies.

Le constructeur veillera à enlever les installations propres au chantier 1 mois après livraison du lot.

ARTICLE 16 CLOTURES

16.1. Clôtures de la ZAC

Les modifications de la clôture périphérique de la ZAC, seront réalisées par Grand Paris Aménagement.

16.2. Clôtures des chantiers

Le Constructeur devra faire poser la clôture de son chantier et des emprises mises à sa disposition avant toute installation ou démarrage des travaux. Il devra mettre en place ses propres clôtures, le cas échéant en complément de clôtures existantes déjà réalisées par un chantier mitoyen ou clôture existante.

Il restera en permanence responsable de la sécurité et de l'application de la réglementation liée à cette clôture, ainsi que de sa résistance, de sa stabilité et de son parfait état, de façon continue jusqu'à l'achèvement des travaux.

Cette clôture sera, sauf prescription contraire, conforme à la charte graphique de la ZAC, pour toute clôture sur la voie publique ou sur les voies de chantiers internes.

La clôture sera entièrement fournie et posée par le Constructeur à ses frais.

Les déplacements éventuels des clôtures prévus en fonction du phasage des installations de chantier sont réalisés par et à la charge du Constructeur.

ARTICLE 17 SIGNALISATION ET ECLAIRAGES DES VOIRIES DE CHANTIER

Ceux-ci seront réalisés par le constructeur.

Tout éclairage public déposé, pour des raisons de coordination et avec l'autorisation de l'Aménageur, sera systématiquement remplacé par un autre éclairage, éventuellement provisoire, qui aura des caractéristiques au moins équivalentes et donnant au minimum un même éclairage de la zone concernée.

ARTICLE 18 PANNEAUX DE CHANTIER

18.1. Généralités

Le Constructeur est responsable de la parfaite stabilité de tous ses panneaux et notamment de leur tenue au vent.

L'affichage publicitaire est interdit au Constructeur et à ses entrepreneurs sur la totalité de la ZAC et à la périphérie de celle-ci, sauf accord écrit de l'aménageur.

Tout autre affichage que celui prévu ou autorisé par l'Aménageur dans le cadre de la charte graphique de la ZAC est interdit.

18.2. Panneaux propres au chantier

L'ensemble des panneaux installés par le Constructeur devra respecter la charte de communication rédigée par l'Aménageur.

Le Constructeur réalisera et installera à ses frais les panneaux d'information de chantier conformément à la charte graphique.

Le Constructeur présentera une maquette de ces panneaux à l'approbation de l'Aménageur avant toute installation sur le site.

Le Constructeur devra effectuer à ses frais les déplacements éventuels, l'entretien, le maintien dans un parfait état et la mise à jour de tous ces panneaux.

ARTICLE 19 ACCES ET APPROVISIONNEMENTS

19.1. Accès et voies de circulation

VI.19.1.1 Accès et voies de circulation communs

a) Généralités

D'une manière générale, tous les véhicules de chantier ou de particuliers pénétrant dans la ZAC devront respecter le plan des circulations de la ZAC remis par l'Aménageur au Constructeur.

Sauf dispositions complémentaires, le code de la route sera applicable à l'intérieur de la ZAC.

Le Constructeur sera seul responsable envers Grand Paris Aménagement du respect de ce plan par les véhicules de son chantier.

b) Les voies de circulation communes

Les voies de circulation communes comprennent toute voie commune à plusieurs chantiers depuis les voies publiques en service jusqu'aux accès chantiers particuliers des îlots.

Dans la mesure du possible, elles seront réalisées de façon à permettre une circulation à double sens.

Les revêtements seront déterminés pour garantir les conditions de trafic et de propreté.

Le stationnement est interdit sur toutes les voies de circulation. Les engins à chenille sont prohibés ainsi que tous les véhicules susceptibles de dégrader le revêtement de chaussée.

Les modifications concernant la circulation à l'intérieur de la ZAC seront communiquées au Constructeur par l'Aménageur.

Concernant les imputations des travaux et entretien de ces voies de chantier communes il faut distinguer 2 cas :

- S'il s'agit d'une voirie définitive et programmée dans le cadre des travaux de la ZAC, l'utilisation de celle-ci comme voie de circulation est gérée par l'Aménageur qui en assure l'investissement et les travaux.
- S'il s'agit d'une voirie provisoire, celle-ci est réalisée par le constructeur.

VI.19.1.2 Accès aux chantiers

Le Constructeur a à sa charge la réalisation des voies à l'intérieur de ses emprises de chantier et depuis celles-ci jusqu'aux voies de circulation communes.

Le Constructeur devra impérativement se conformer aux prescriptions de l'Aménageur pour définir les circulations de chantiers dans l'objectif rappelé ci-dessus.

Les sorties de chantier seront signalées par des panneaux réglementaires et nettement dégagées afin de permettre le maximum de visibilité des véhicules sortant de l'opération.

VI.19.1.3 Stationnement sur emprises des Constructeurs

Chaque constructeur gèrera à l'intérieur de ses emprises de chantier les stationnements des véhicules.

VI.19.1.4 Zones tampons

De façon à éviter de fréquents encombrements de la voie publique ou des voies internes à la ZAC lors des approvisionnements divers et des opérations de montage/démontage des grues, et ce dans la mesure du possible, une zone tampon sera mise en place par Grand Paris Aménagement à l'entrée de la ZAC.

ARTICLE 20 RESEAUX DE CHANTIER

20.1. Généralités

Les consommations de fluides du chantier seront à la charge du constructeur.

Le constructeur fera son affaire de la réalisation des réseaux nécessaires à ses travaux et des raccordements correspondants à l'intérieur de son emprise.

Tous réseaux définitifs utilisés aux fins du chantier le seront dans les conditions fixées au cahier des charges de coordination.

20.2. Electricité

Le Constructeur devra effectuer la demande de branchement à un fournisseur et installer à ses frais, et ce conformément à la réglementation, la cabine de branchement avec comptage.

20.3. Alimentation en eau

L'aménageur réalisera les réseaux primaires de la ZAC. Le constructeur aura à sa charge la demande de branchement provisoire et définitif qu'il devra effectuer auprès du concessionnaire concerné.

20.4. Evacuation eaux pluviales

Le Constructeur prévoira les dispositifs nécessaires pour éviter l'écoulement et la stagnation de l'eau hors de l'emprise de son chantier.

Les grilles et avaloirs pour réception des eaux de ruissellement des voies et parkings, ou d'assèchement des fouilles, devront être conçus avec une décantation suffisante et un système de siphonage pour éviter que les déchets légers ne soient entraînés dans les réseaux publics. Les branchements en attente de raccordement sur les parties d'ouvrage devront être obstrués.

Les regards exécutés devront recevoir leurs tampons de fermeture définitifs afin d'éviter les chutes de gravois dans les canalisations.

Suivant le niveau des réseaux réalisés, le Constructeur pourra être amené à réaliser à ses frais un relevage des eaux pour s'y raccorder.

Lorsque le rejet s'effectue via le réseau d'assainissement communal et départemental, les dispositions de l'article 20.5 seront applicables.

Lorsque l'Aménageur aura réalisé un réseau pluvial, alors le Constructeur devra se conformer aux contraintes particulières de débit et de qualité des eaux définies au Cahier des Charges de Coordination ou au CPUAPE.

20.5. Evacuations eaux usées

Le rejet dans le réseau d'assainissement de solvants et autres produits est susceptible de créer des pollutions. Un système de rétention et de collecte de ces produits doit être prévu sur le chantier en vue de leur élimination conformément à la réglementation.

Les eaux de lavage devront être traitées par décantation et déshuilage avant rejet au réseau d'assainissement.

- La qualité des eaux usées rejetées dans le réseau d'assainissement en limite d'emprise du Constructeur devra respecter les contraintes définies ci-dessous.

Les Constructeurs devront se rapprocher de la maîtrise d'œuvre de l'aménageur pour examiner avec elle les conditions de rejet à l'égout de leur chantier (eaux usées, eaux pluviales, eaux de lavage). En règle générale, une convention de rejet de chantier sera signée entre l'Aménageur, la collectivité et le syndicat des eaux.

Le Constructeur ne pourra notamment déverser dans les ouvrages publics que des eaux débarrassées de tous dépôts solides à l'exclusion de tous produits terreux, papiers, sacs, liants hydrauliques ou hydrocarbonés.

20.6. Téléphone

Les réseaux principaux seront réalisés par l'Aménageur jusqu'à proximité des chantiers. Le Constructeur réalisera à ses frais les raccordements correspondants.

ARTICLE 21 GRUES

21.1. Utilisation

VI.21.1.1 Généralités

Le Constructeur est responsable de la sécurité et du fonctionnement de ses grues ainsi que de toutes incidences que celles-ci peuvent entraîner tant sur son chantier que sur le voisinage.

Il devra successivement effectuer les démarches suivantes :

- Etablir un projet de plan de grues pour son chantier, et le transmettre à la Grand Paris Aménagement.
- Obtenir les autorisations réglementaires des autorités compétentes.

En cas d'interférences avec d'autres grues, le Constructeur est dans l'obligation de mettre en place un système de contrôle des interférences, compatible avec le système déjà existant.

ARTICLE 22 CENTRALES DE PRODUCTION DE BETON

L'implantation d'une centrale à béton sur un chantier, en dehors de la parcelle privative, sera soumise à autorisation spécifique de Grand Paris Aménagement.

GRAND PARIS AMÉNAGEMENT pourra refuser l'implantation de la centrale sur une emprise précaire de chantier en fonction des contraintes propres à l'aménagement général de la ZAC.

Si son établissement sur une emprise précaire de chantier est autorisé par Grand Paris Aménagement, son emplacement devra pouvoir être libéré dans les conditions prévues par le présent document et par la "Convention d'Occupation Précaire d'Emprises de Chantier", en particulier pour la réalisation de réseaux ou d'ouvrages de voirie.

CHAPITRE VII. CONDUITE DE CHANTIER

ARTICLE 23 TERRASSEMENTS ET FONDATIONS

23.1. Tenue des terrains

Le Constructeur de l'opération est responsable du respect et du contrôle de la sécurité des fouilles et des excavations.

Il prendra toutes les précautions nécessaires pour éviter les mouvements de sols, y compris ceux des remblais récents. Il tiendra compte notamment des utilisations des terrains adjacents telles que les circulations de chantier internes à la ZAC.

Le Constructeur devra procéder à ses frais à une expertise contradictoire de l'état des voiries et des emprises concernées avant chaque phase de terrassement ou de réalisation de fondations en présence de Grand Paris Aménagement ou de son représentant.

23.2. Emprises limitées

Lorsque l'emprise allouée par Grand Paris Aménagement le long d'une opération ne sera pas de largeur suffisante pour autoriser un talus et une banquette de sécurité acceptables, le Constructeur devra prendre en charge le changement de technique de réalisation des terrassements ou fondations (tranchées blindées ou soutènement par exemple) sans pouvoir invoquer la responsabilité de Grand Paris Aménagement pour quelque motif que ce soit.

23.3. Tirants

La mise en place de tirants provisoires éventuels retenant les parois verticales ou à forte pente n'est envisageable qu'après autorisation écrite des autorités compétentes, et de Grand Paris Aménagement 3 semaines avant le démarrage des travaux correspondants. La mise en place de tirants définitifs est à exclure sauf cas exceptionnel à soumettre à Grand Paris Aménagement.

23.4. Remblais dans les emprises publiques

Tous les remblais mis en place après réalisation des ouvrages devront être de bonne qualité et correctement compactés.

En outre, les remblais destinés à supporter des réseaux et ouvrages de voirie devront respecter les exigences de l'Aménageur, et des arrêtés préfectoraux de remise en état des sols en vigueur.

Le dossier des ouvrages exécutés fourni par le Constructeur à l'Aménageur conformément au présent document devra en attester.

ARTICLE 24 TENUE ET ENVIRONNEMENT DU CHANTIER

24.1. Généralités

Le Constructeur devra exiger une parfaite tenue du chantier pendant la durée des travaux, tant à l'intérieur de l'opération et des emprises, qu'en ce qui concerne les clôtures, l'affichage, la signalisation et les abords. Il s'en assurera via le responsable environnement de son chantier.

En cas d'observation de Grand Paris Aménagement, le Constructeur devra veiller à ce que des dispositions soient prises immédiatement dans ce sens.

24.2. Propreté du chantier et de ses abords

Toutes les dispositions devront être prises par le Constructeur sur son chantier pour éviter de salir les voies de desserte du quartier et a fortiori les voies publiques.

Lorsqu'une voie intérieure ou extérieure à la ZAC aura été salie, et l'origine identifiée, une balayeuse devra être mise en place immédiatement à la diligence et aux frais du Constructeur de l'opération responsable.

En outre, le Constructeur devra prévoir le nettoyage des abords de son chantier autant que de besoin pendant toute la durée de son intervention, avec un minimum d'une fois par semaine pendant les phases particulièrement salissantes (travaux de terrassement, fondations et gros œuvre).

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de 48h, Grand Paris Aménagement pourra se substituer au Constructeur, et ce aux frais de ce dernier, dans le cas où le Constructeur ne respecterait pas les consignes précédentes.

24.3. Aire de lavage

Une aire de lavage des camions devra être installée dans l'implantation des installations de chantier du Constructeur. Cette aire devra être installée dès les premiers travaux effectués sur chantier. La propreté des véhicules devra être contrôlée avant leur départ du chantier en sortie du dispositif de lavage.

L'aire de lavage sera équipée d'un système de décantation ainsi que d'un séparateur hydrocarbure avant rejet dans le réseau d'assainissement. Des contrôles de la qualité des eaux avant rejet au réseau d'assainissement pourront être réalisés par Grand Paris Aménagement. Toute anomalie sera signalée au responsable environnement de chantier qui devra prendre les dispositions nécessaires pour pallier les dysfonctionnements.

24.4. Poussière

Les émissions de poussières générées par la circulation des camions et engins, le remplissage des silos à ciment, les travaux de démolition... sont très mal perçus par le voisinage.

En vue de limiter ces nuisances, il conviendra de :

- arroser régulièrement le sol par temps sec,
- respecter les vitesses de circulation imposées par Grand Paris Aménagement afin de limiter les soulèvements de poussières,
- utiliser des appareils munis de dispositifs assurant le captage des poussières lorsque leur emploi en génère,
- utiliser, autant que possible, des aspirateurs lors du nettoyage de chantier.

Le planning des phases générant des poussières devra être présenté dans le dossier de suivi chantier faibles nuisances.

Toute anomalie sera signalée au référent environnement qui devra prendre les dispositions nécessaires pour y remédier.

24.5. Pollution atmosphérique

Le Constructeur devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour limiter les sources de pollution atmosphérique. Pour cela, il devra sur son chantier :

Faire respecter la réglementation en vigueur, et notamment les normes d'émissions atmosphériques et sonores des engins de son chantier. Horaires et travaux bruyants

Durant toute la période de travaux, le Constructeur s'engagera à mettre tout en œuvre pour réduire les nuisances sonores dans le voisinage, ceci par une réduction des niveaux sonores et par une organisation spatiale et temporelle judicieuse des travaux les plus bruyants.

Tout dépassement sera a signalé au responsable environnement de chantier du chantier. Ce dernier devra alors prendre les dispositions nécessaires pour supprimer ces dépassements.

24.6. Autres produits potentiellement polluants

Les hydrocarbures et autres produits potentiellement polluants devront être stockés dans des bacs de rétention de leur livraison à leur évacuation.

24.7. Autres nuisances

Le Constructeur devra veiller à ce que la propreté la plus grande règne à l'intérieur de son chantier et à ce que soient prises toutes précautions pour limiter dans la mesure du possible, la gêne occasionnée aux occupants des immeubles voisins odeurs, fumées, éclairage nocturne, Le chantier devra, d'autre part, être conduit de sorte qu'aucun trouble ne soit apporté à la tenue des bâtiments et ouvrages voisins.

En particulier il sera interdit sur toute la ZAC de faire des feux ou de brûler des matériaux.

24.8. Protection des arbres

Les dispositifs de protection des arbres seront prévus, et protégeront les troncs sur une hauteur suffisante ainsi que les racines sur la surface correspondant aux grilles d'arbre. Ces dispositifs devront permettre une protection contre toute blessure, dépôt de matériaux ou déversement de produits toxiques tout en assurant la possibilité d'intervention sur les arbres pour leur entretien, et notamment leur arrosage lorsque cela est nécessaire.

Toute opération d'élagage devra faire l'objet d'un accord préalable de l'Aménageur.

ARTICLE 25 TRI ET ELIMINATION DES DECHETS

25.1. Déchets ménagers

Le Constructeur aura pour obligation de stocker ses ordures ménagères dans des conteneurs qui seront placés sur la parcelle. Ces conteneurs seront pris en charge par le constructeur qui les acheminera dans les usines de traitement des ordures ménagères à date régulière.

25.2. Déchets de chantier

Le Constructeur aura pour obligation de réaliser une prévention sur le chantier. Il consistera au tri systématique :

- Des déchets inertes (béton/ciment, maçonnerie, faïence, carrelage, brique).
- Des papiers et cartons.
- Des bois.
- Des autres déchets industriels banals (plâtre, textile, bois, métaux, plastique, PVC, revêtements de sols, ...)

Quant aux déchets industriels spéciaux solides et liquides (bois traités, huiles solvants, ...), le tri sera également effectué conformément à la réglementation correspondante. Pour cela, une benne spéciale avec polyane et couvercle devra être mise en place sur le chantier.

D'une manière générale, l'organisation de la collecte du tri complémentaire si nécessaire et de l'acheminement vers les filières de valorisation devront être précisés dans le dossier chantier faibles nuisances.

Une valorisation devra être recherchée, notamment :

- Le concassage, triage et calibrage des bétons et gravats inertes
- Le recyclage des déchets métalliques et du bois non traités
- Le compostage des déchets verts
- Le broyage et recyclage en matière première des plastiques
- L'incinération ou la mise en décharge de classe I des peintures et vernis
- Le compactage et la mise en décharge de classe II des déchets industriels banals.
- Au cas où pour des raisons de manque de place, un tri sélectif ne pourrait être réalisé sur place, le Constructeur devra obtenir l'accord de l'Aménageur pour qu'un tri équivalent soit effectué dans un centre de tri extérieur à la parcelle. Le Constructeur fournira les justificatifs de ce tri.

Un suivi des bordereaux de suivi des déchets, indiquant la part de valorisation, devra être mis en place par l'entreprise et transmis trimestriellement au responsable du suivi des chantiers verts.

En outre, le cessionnaire mettra en place une benne qui devra être vidée autant que de besoin durant toute la période d'emménagement des programmes de logements, au delà de la livraison.

ARTICLE 26 PREVENTION DES RISQUES DE POLLUTION DES SOLS ET SOUS-SOLS

Le Constructeur devra veiller à limiter tout risque de fuite de matières polluantes.

En particulier, conformément à la législation en vigueur, le Constructeur devra faire installer des bacs de rétention sous les cuves de stockage d'hydrocarbures (fuel) ou de toutes autres cuves contenant des produits potentiellement polluants.

ARTICLE 27 CONTROLE D'ACCES, GARDIENNAGE

27.1. Pour la ZAC

Aucun gardiennage n'est prévu à l'échelle de la ZAC.

27.2. Par îlot

Le Constructeur est responsable de la police et du gardiennage de son opération.

ARTICLE 28 HORAIRES DE CHANTIER

Conformément à la réglementation en vigueur de la collectivité, les travaux sont interdits entre 20 heures et 7 heures, et toute la journée les dimanches et jours fériés, sauf en cas d'intervention urgente.

ARTICLE 29 CIRCULATION ET STATIONNEMENT

29.1. Circulation et stationnement

Le Constructeur devra veiller à organiser le trafic de son chantier de façon à éviter tout encombrement de la voie publique.

Les circulations sur les voies publiques ou privées et les parkings à l'intérieur de la ZAC ne pourront se faire que par les engins à pneus aux charges admises par le Code de la Route (sauf dérogations écrites de Grand Paris Aménagement).

Le stationnement de l'ensemble des véhicules d'une opération, de ses visiteurs et de ses fournisseurs doit se faire à l'intérieur des emprises du chantier et des parkings prévus à cet effet et en aucun cas sur les voies de la ZAC.

29.2. Plan de circulation

Le Constructeur devra respecter et faire respecter par tous les intervenants de son opération le plan de circulation établi et diffusé par Grand Paris Aménagement.

29.3. Approvisionnements

Le Constructeur devra organiser les approvisionnements divers et les opérations de montage/démontage des grues de manière coordonnée, de façon à ne pas encombrer les voiries publiques et à ne pas générer de files d'attente.

29.4. Convois exceptionnels à l'intérieur de la ZAC

Les véhicules dont le PTAC ou le PTRAC dépassent 44 tonnes ou qui entrent dans la catégorie des transports exceptionnels doivent faire l'objet d'une autorisation particulière auprès de l'Aménageur qui doit approuver l'itinéraire, les horaires et les conditions de circulation du convoi.

A cet effet, il devra déposer un dossier de demande d'autorisation à Grand Paris Aménagement quatre semaines avant le transport. Il doit notamment s'assurer que le passage des convois est compatible avec les ouvrages de la ZAC existants ou en cours de réalisation.

Le Constructeur demeure en tout état de cause responsable de toutes les dégradations que de tels convois exceptionnels pourraient engendrer sur les ouvrages réalisés ou en cours de réalisation dans la ZAC.

ARTICLE 30 L'INSERTION PROFESSIONNELLE

La démarche adoptée par Grand Paris Aménagement dans la définition du projet d'aménagement intègre des objectifs de haute qualité environnementale et de développement durable. La mise en œuvre complète de cette démarche nécessite une implication des entreprises d'un point de vue environnemental mais également social.

En relation avec les nombreux chantiers devant se mettre en place sur la commune, Grand Paris Aménagement est actuellement à l'initiative d'une démarche visant à favoriser l'activité des personnes les plus éloignées de l'emploi.

Avec l'appui des partenaires locaux de l'emploi, l'aménageur travaille à la mise en place d'un dispositif d'aide au recrutement, à la formation et à l'insertion professionnelle. Ce dispositif a le double objectif de répondre aux besoins de recrutement des entreprises et favoriser l'insertion de demandeurs d'emploi.

L'acquéreur s'engage donc à inscrire dans ses marchés, une clause d'insertion dont le volume d'heures sera calculé selon la formule ci-dessous :

(Montant en euros HT des prestations x Part de main d'œuvre dans le montant total du marché* x effort d'insertion 3%) / Coût horaire chargé**

*La part de main d'œuvre est fixée à 35%

**Le montant à prendre est 30€

Les heures réalisées seront transmises par l'entreprise missionnée ou par le Constructeur au facilitateur local.

ARTICLE 31 LE BILAN DU « CHANTIER FAIBLES NUISANCES »

La mise en place d'un « chantier faibles nuisances » est à l'heure actuelle une démarche importante pour l'aménageur et il est essentiel de faire en cours et en fin de chantier le bilan des actions mises en place.

Les bilans réalisés en cours de chantier figureront dans le dossier chantier faibles nuisances qui restera un outil de suivi tout au long de la vie du chantier.

Une évaluation en fin de chantier visant à faire le point sur les aspects positifs et négatifs de la démarche, sur l'efficacité réelle des mesures mises en œuvre et sur leur reproductibilité sera réalisée par le responsable environnement des chantiers de la ZAC. Ce bilan sera réalisé en liaison étroite avec le Constructeur et les différents intervenants du chantier, qui devront communiquer toutes les informations utiles à son élaboration.

ARTICLE 32 TRAVAUX SUR LES ESPACES COMMUNS DE LA ZAC

Le Constructeur ne pourra entreprendre ou commanditer aucun travail à réaliser en dehors de son emprise de chantier sans en avoir au préalable informé Grand Paris Aménagement, au minimum quatre semaines avant le démarrage de ces travaux. Ceux-ci ne pourront commencer qu'après obtention d'un accord écrit de Grand Paris Aménagement.

Dans tous les cas, le Constructeur, par le fait même qu'il intervient dans un espace commun, doit assurer tout problème de sécurité qui pourrait naître de l'existence de ses travaux. Il doit en particulier mettre en place une signalisation et une protection efficaces.

ARTICLE 33 DEGRADATIONS

Par le seul fait d'utiliser, en cours de travaux ou après achèvement de ceux-ci, des ouvrages publics ou réalisés par Grand Paris Aménagement, le Constructeur sera réputé avoir reconnu l'état de ces ouvrages et en connaître les caractéristiques des limites d'utilisation.

La dégradation de ceux-ci entraînera leur réfection par le Constructeur selon les modalités suivantes : le Constructeur dont la responsabilité aura été démontrée fera procéder à ses frais et dans les plus brefs délais aux travaux de réfection par des entreprises agréées par Grand Paris Aménagement. A défaut, Grand Paris Aménagement fera procéder, après une mise en demeure restée sans effet, à la réfection des ouvrages pour le compte et aux frais du Constructeur responsable.

Les retards du Constructeur pour agir dans ce sens feront l'objet de pénalités complémentaires (voir article 34).

CHAPITRE VIII. SANCTIONS ET MODALITES FINANCIERES

ARTICLE 34 PENALITES

Le présent article a pour but principal de définir les pénalités applicables en cas de non-respect des obligations du Constructeur en période de préparation des travaux, au cours de leur réalisation et à l'achèvement de ceux-ci.

Le montant de l'unité U de pénalité est fixé à 100€.

Les pénalités sont applicables immédiatement après mise en demeure et démonstration par Grand Paris Aménagement de l'infraction commise par le Constructeur, par appel des cautions en cours de validité ou, à défaut par facturation directe.

Les pénalités indiquées dans le tableau sont journalières et pour chaque cas. Ainsi, toute infraction répétée plusieurs jours sera suivie d'une pénalité multipliée par le nombre de jours calendaires correspondants.

Toutefois, si le non-respect des obligations du Constructeur fait l'objet d'une contravention dressée par les forces de police ou par un agent assermenté extérieur à Grand Paris Aménagement aucune pénalité visant le même objet ne sera appliquée, afin d'éviter une double sanction.

Les sommes versées par les Constructeurs au titre des pénalités sont retenues au titre du dépôt de garantie.

Catégories de sanctions	Journalière ou unitaire	Montant de la pénalité	Mise en œuvre
Transmission de documents : <ul style="list-style-type: none"> Défaut de transmission et de mise à jour de documents de la part du constructeur à l'égard de Grand Paris Aménagement conformément à l'article 5.2 ci-dessus. Non transmission du dossier des ouvrages exécutés à l'aménageur conformément à l'article 5.2 ci-dessus. 	Journalière pour l'ensemble des documents	5 U	Lettre recommandée avec accusé de réception
	Journalière	10 U	Lettre recommandée avec accusé de réception
Réunions : <ul style="list-style-type: none"> Non respect des obligations de participation aux réunions conformément à l'article 6.1 ci-dessus. 	Unitaire pour l'ensemble des personnes	1 U	Courriel + récidive (2 U)

Sécurité : <ul style="list-style-type: none"> • Absence de mesures de sécurité prises à l'égard des piétons et véhicules en cas de : <ul style="list-style-type: none"> - Manutention au dessus d'un cheminement piéton ; - Travaux en hauteur sans déviation du chemin piétons et véhicule, ou sans concertation avec le chantier du bas. • Réalisation d'une fouille non protégée à proximité ou sur une partie de la commune. • Excès de vitesse à l'intérieure de la ZAC d'un agent de l'opération du constructeur (indifféremment avec un véhicule de chantier ou de particulier). • Tout autre manquement à la sécurité constaté par l'Aménageur, ses représentants ou des organismes de sécurité (CSPS, etc.). 	Journalière	5 U	Courriel + récidive (10 U)
	Journalière	5 U	Courriel + récidive (10 U)
	Unitaire	1 U	Courriel + récidive (5 U)
	Unitaire	5 U	Lettre recommandée avec accusé de réception + récidive (10 U)

Prescriptions « faibles nuisances » <ul style="list-style-type: none"> • Non mise à jour mensuelle du dossier « chantier faibles nuisances » par le Constructeur du chantier à première demande de Grand Paris Aménagement. • Absence du REC du Constructeur à une réunion où l'ordre du jour prévoit un sujet « chantier faibles nuisances ». • Non réalisation d'essais obligatoires concernant l'environnement ou non mise à disposition sur site de leurs résultats. • Rejet dans le réseau commun de collecte des eaux pluviales d'eaux de qualité ne respectant pas les prescriptions des articles « 20.4 et 20.5 » traitant de ce sujet. • Véhicules non nettoyés à la sortie du chantier (article 24.3) ; camions mal chargés laissant tomber des matériels ou matériaux sur les voies de circulations. • Non respect de l'environnement du chantier conformément à l'article 24 ci-avant. • Débordement des eaux de ruissellement en dehors de l'emprise du chantier. • Mise en péril de la vie d'un arbre (protection insatisfaisante, dommages graves, etc.). 	Journalière	1 U	Lettre recommandée avec accusé de réception
	Journalière	1 U	Courriel + récidive (5 U)
	Journalière	5 U	Courriel + récidive (10 U)
	Unitaire	10 U	Lettre recommandée avec accusé de réception + récidive (20 U)
	Unitaire	5 U	Courriel + récidive (20 U)
	Journalière	5 U	Lettre recommandée avec accusé de réception + récidive (10 U)
	Journalière	5 U	Courriel + récidive (10 U)
	Unitaire	5 U	Lettre recommandée avec accusé de réception + récidive (10 U)
Emprises de chantier :			

<ul style="list-style-type: none"> Non respect des emprises de chantier telles qu'approuvées par l'Aménageur au PIC et ses mises à jour. Non libération des emprises précaires de chantier conformément à l'article 9 ci-dessus. Stockage de matériaux ou matériels ou déchets hors emprises autorisées par l'Aménageur. 	Journalière	10 U	Lettre recommandée avec accusé de réception
	Journalière	20 U	Lettre recommandée avec accusé de réception
	Journalière	10 U	Lettre recommandée avec accusé de réception + récidive (20 U)
Installations de chantier :			
<ul style="list-style-type: none"> Non respect de la Charte de communication imposée par l'Aménageur (notamment les types de clôtures, de bungalows, éclairage, grues). 	Journalière	1 U	Courriel + récidive (5 U)
<ul style="list-style-type: none"> Non pose ou non-conformité des panneaux de chantier. 	Journalière	1 U	Courriel + récidive (5 U)
<ul style="list-style-type: none"> Publicité interdite. 	Journalière	1 U	Courriel + récidive (5 U)
Respect du PIC :			
<ul style="list-style-type: none"> Non respect des engagements prévus au PIC <ul style="list-style-type: none"> plan de circulation, Stationnement hors parking, Stationnement non autorisé sur parking commun de la ZAC, Autre. 	Journalière	10 U	Lettre recommandée avec accusé de réception + récidive (20 U)
<ul style="list-style-type: none"> Dégradation de la signalisation interne à la ZAC. 	Journalière	5 U	Courriel + récidive (10 U)

<ul style="list-style-type: none"> • Toute autre dégradation dans la ZAC. 	Journalière	5 U	Courriel +récidive (10 U)
Terrassements et fondation : <ul style="list-style-type: none"> • Non respect des prescriptions de l'article 23 ci-dessus. 	Unitaire	10 U	Courriel + récidive (20 U)

ARTICLE 35 DEPOT DE GARANTIE

Le Constructeur devra verser à Grand Paris Aménagement un dépôt de garantie dans les modalités définies dans la convention de limite de prestation que les parties ont signée.

Ce dépôt de garantie non soumis à TVA est destiné à garantir :

- le paiement des réfections en vue de la réparation des dégradations signalées (article 33),
- le paiement des pénalités encourues conformément à l'article 34.

En cas de non paiement par le Constructeur dans un délai de 15 jours à dater de l'application de la (des) pénalité(s) et / ou de la (des) réfection(s) engagées, notifiée(s) par Grand Paris Aménagement, le montant s'imputera automatiquement sur le dépôt de garantie et la pénalité et / ou la réfection sera en conséquence considérée payée.

Lorsque les sommes imputées sur le dépôt de garantie atteindront 75% du montant du dépôt, le Constructeur sera tenu d'effectuer un nouveau dépôt afin de reconstituer le dépôt de garantie initial.

A défaut par le Constructeur d'effectuer cette reconstitution dans un délai de huit (8) jours à compter de la réception d'une mise en demeure émanant de Grand Paris Aménagement, une pénalité de 1 000 € par jour de retard sera appliquée au Constructeur, Grand Paris Aménagement se réservant par ailleurs d'engager à l'encontre de ce dernier toute action permettant le paiement des sommes dues au titre du présent.

Ce dépôt sera restitué au Constructeur lors de la présentation de l'attestation d'achèvement des travaux et de libération des emprises précaires, déduction faite éventuellement des pénalités encourues et demeures impayées. Le remboursement interviendra dans un délai de 6 mois (six) à dater de la présentation de l'attestation.

CHAPITRE IX. ADAPTATION ET MISE A JOUR DU PRESENT RC

En fonction des éventuelles difficultés rencontrées dans l'application du présent RC sur la ZAC, des adaptations et mises à jour de ce document seront effectuées par l'Aménageur, en accord avec les constructeurs.

REGLEMENT DE CHANTIER : SIGLE

- **Constructeur** : tout maître d'ouvrage, privé ou public, qui construit soit un ou plusieurs bâtiments sur un îlot de la ZAC, ou réalise des aménagements ou équipements publics.
- **Aménageur** : l'établissement public qui a à charge l'aménagement de la ZAC.
- **Pilote général**: le pilote général de la ZAC.
- **PPSPS** : Plan Particulier pour la Sécurité et la Protection de la Santé.
- **RC** : Le présent Règlement de Chantier
- **CGSPS** : Le Coordonnateur Général de la ZAC en matière de sécurité inter-chantiers
- **Le REC** : Le Responsable Environnement des Chantiers de la ZAC
- **Le PIC** : le plan d'installation chantier
- **SOGED** : schéma d'organisation de la gestion et de l'élimination des déchets de chantier
- **CCTP** : cahier des charges techniques particulières
- **DIS** : les bordereaux de suivi des déchets industriels spéciaux
- **DIB** : déchet industriel banal
- **Le coordonnateur SPS** : le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé
- **OPPBTP** : *Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics*
- **CRAMIF** : Caisse Régionale Assurance Maladie Ile de France
- **MOE** : maîtrise d'œuvre
- **postes DP** : poste de distribution publique ERDF
- **PTAC** : poids total autorisé en charge
- **PTRA** : poids total roulant autorisé
- **SHON** : surface hors œuvre net = **SdP** : surface de plancher